



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE NORD-OUEST

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

OBJET DU MARCHÉ

**Bruz (département 35) – DGA Maîtrise de l'information – Projet EMPIRE
PROTINUM – Travaux tous corps d'état pour créer et rénover des locaux
techniques réseaux de courant fort et courant faible**

PROJET N° I-26-005

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.2.1 Lots	4
1.2.2 Sections techniques	4
1.2.3 Tranches	4
1.3 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	5
1.3.1 Sous-traitants de rang 1	5
1.3.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant	5
1.4 TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE – MESURES DE SÉCURITÉ	6
1.4.1 Protection du secret	6
1.4.2 Restrictions diverses	7
1.4.3 Contrôle nominatif	7
1.4.4 Contrôle des accès.....	7
1.4.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge.....	7
1.4.6 Transmission des documents marqués « diffusion restreinte »	7
1.5 MAÎTRISE D'ŒUVRE	8
1.6 CONTRÔLE TECHNIQUE (CT).....	8
1.7 COORDONNATEUR DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI).....	8
1.8 MISSION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)	8
1.9 ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)	8
1.10 CONDITION PARTICULIÈRE D'EXÉCUTION	8
1.10.1 Clause sociale : Dispositif du militaire blessé	8
1.10.1.1 Publics éligibles	9
1.10.1.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social	9
1.10.1.3 Intervention de Défense mobilité	9
1.10.1.4 Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé.....	10
1.10.2 Clauses environnementales.....	10
1.10.3 Certificats d'économie d'énergie.....	10
1.11 LANGUE	10
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES	10
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES.....	11
2.3 PIÈCES À DELIVRER AU TITULAIRE – CÉSSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES.....	11
3. MODALITÉS DE RÈGLEMENT – VARIATION DES PRIX.....	11
3.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	11
3.1.1 Établissement des états d'acompte.....	11
3.1.2 Demande de paiement final	12
3.1.3 Transmission dématérialisée du projet de décompte.....	12
3.1.4 Décompte général – solde	13
3.1.5 Approvisionnement	13
3.2 VARIATIONS DE PRIX	13
3.2.1 Type de variation des prix.....	13
3.2.2 Mois d'établissement des prix	13
3.2.3 Choix des index de référence	13
3.2.4 Modalités de variation des prix	14
4. AVANCE	14
5. RETENUE DE GARANTIE	14
6. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES	14
6.1 DÉLAI (S) D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	14
6.2 PROLONGATION DE(S) DÉLAI(S) D'EXÉCUTION	15
6.3 PÉNALITÉS	15
6.3.1 Pénalités	15

6.3.1.1	Retard dans l'exécution des travaux.....	16
6.3.1.2	Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion	16
6.3.1.3	Pénalités relatives à l'exécution de la clause environnementale	16
6.3.1.4	Retard dans la remise des projets de décompte	16
6.3.1.5	Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution	16
6.3.1.5.1	Avant exécution des travaux.....	16
6.3.1.5.2	Pendant l'exécution des travaux.....	16
6.3.1.5.3	Après l'exécution des travaux	16
6.3.1.6	Réunions de chantier.....	16
6.3.1.7	Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
6.3.1.8	Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier	16
6.3.1.9	Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....	17
6.3.2	<i>Primes d'avance</i>	17
6.4	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	17
6.5	AJOURNEMENT DE TRAVAUX – INTERRUPTION DE TRAVAUX	17
6.6	DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC APROVALL 360	17
7.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	18
7.1	IMPLANTATION DES OUVRAGES	18
7.1.1	<i>Déclaration d'intention de commencer les travaux.....</i>	<i>18</i>
7.1.2	<i>Piquetage général</i>	<i>18</i>
7.1.3	<i>Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés</i>	<i>18</i>
7.1.4	<i>Ouvrage non repérés.....</i>	<i>18</i>
7.2	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
8.	PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
8.1	PERIODE DE PREPARATION	19
8.1.1	<i>Par les soins du maître d'œuvre</i>	<i>19</i>
8.1.2	<i>Par les soins du titulaire / des entrepreneurs</i>	<i>19</i>
8.1.2.1	Documents soumis au visa du maître d'œuvre	19
8.1.2.2	Documents non soumis au visa du maître d'œuvre	19
8.1.2.3	Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité.....	19
8.2	INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER	20
8.3	MESURES DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE	20
8.3.1	<i>Travaux par points chauds - permis de feu.....</i>	<i>20</i>
8.3.2	<i>Protection contre l'incendie.....</i>	<i>20</i>
8.4	MESURES A PRENDRE POUR LES TRAVAUX D'ELECTRICITE	20
8.5	ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE.....	20
8.6	TRAVAUX NON PREVUS : AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	20
8.7	TRAVAUX MODIFICATIFS	21
8.8	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX.	21
9.	CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	21
9.1	ESSAIS POUR LA VERIFICATION DES RESULTATS.....	21
9.2	PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE (RECEPTION PARTIELLE)	21
9.3	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	21
9.4	GARANTIES PARTICULIERES.....	21
10.	ASSURANCES	22
10.1	ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE	22
10.1.1	<i>Assurance de responsabilité décennale et des risques annexes</i>	<i>22</i>
10.1.1.1	Obligation d'assurance.....	22
10.1.2	<i>Polices responsabilité civile</i>	<i>22</i>
10.1.2.1	Généralités	22
10.2	ATTESTATIONS.....	22
10.2.1.1	Assurance des sous-traitants	23
11.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

SID Nord-Ouest : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

BMO : Bureau de Maîtrise d'Œuvre

BCO : Bureau de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution des travaux de des travaux tous corps d'état nécessaires à la réalisation ou la reprise de Locaux Techniques Réseaux (LTR) sur le site de DGA-MI à Bruz (35) répartis dans 15 bâtiments différents.

Le lieu d'exécution des travaux est le site de la DGA Maîtrise de l'information (MI) à Bruz (35)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

Sans objet

1.2.2 Sections techniques

Les travaux de chaque tranche sont répartis en 11 sections techniques (auxquelles s'ajoutent les dispositions générales) détaillées ci-dessous :

- ST0 – Dispositions Générales
- ST01 - Etudes de synthèse
- ST2 - Travaux préparatoires
- ST3- Gros oeuvre, VRD
- ST4 - Plâtrerie
- ST5 - Menuiseries, serrurerie
- ST6 - Plafonds suspendus
- ST7 - CVC, Plomberie
- ST8 - Electricité BT
- ST09 - Peinture, tenture, revêtements de sol, plancher technique
- ST10 - Nettoyage de chantier
- ST11 - Contrôles et essais

1.2.3 Tranches

Le marché fait l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

Tranche	Objet
Tranche ferme	Groupe de bâtiments A
Tranche optionnelle 1	Groupe de bâtiments B

La liste exhaustive des bâtiments objet de chaque groupe est définie dans le CCTP DG.

Le délai limite de notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle est de 6 mois à compter de la date d'effet de la réception de la tranche ferme.

Aucune indemnité de dédit ne sera versée au titulaire en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

1.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG/travaux, le représentant du maître d'ouvrage notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Toute demande de sous-traitance est à envoyer par mail :

- au référent/chargé en charge des travaux ;

ET

- à l'adresse générique de la sous-direction achats comptabilité du SID Nord-Ouest : sid-nord-ouest-soutien.ach.fct@intra.def.gouv.fr

Pour que celle-ci soit traitée, il est impératif de recevoir la totalité des documents demandés au paragraphe J du DC4 et repris ci-dessous.

Toute demande incomplète sera systématiquement rejetée par mail et considérée comme non réceptionnée.

1.3.1 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au dossier de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- la déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible
- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct,**
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct,**
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.3.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au dossier de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- la déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible

- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.4 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/travaux.

Le présent marché est un marché dit **SENSIBLE**.

1.4.1 Protection du secret

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/travaux et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n° 1300, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- les articles L413-5, L413-7, L413-8 et R413-1 à R413-5 du code pénal.

Par ailleurs le titulaire reconnaît qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles L413-5, L413-7, L413-8 et R413-1 à R413-5 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage :

- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit de déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité signataire du marché ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnels devant participer aux prestations du présent marché devront préalablement avoir fait l'objet d'un contrôle élémentaire conformément à l'article 32 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserve d'avoir rempli les obligations citées dans le paragraphe précédent.

Enfin, si le titulaire découvre un acte de malveillance, il est tenu d'alerter immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si à la suite d'un acte de malveillance, le maître d'ouvrage estime que des mesures de sécurité doivent être prises, visant notamment le personnel, l'entrepreneur est tenu de les appliquer sans délai.

Le maître d'ouvrage peut exiger l'éviction de toute personne employée par le titulaire.

1.4.2 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.4.3 Contrôle nominatif

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations fait l'objet d'une enquête administrative. A cette fin, le formulaire d'enquête administrative « SOPHIA » est à compléter, pour chaque personne, et à retourner à l'adresse sid-nord-ouest-cpr-acces.gestionnaire.fct@intradef.gouv.fr.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des enquêtes administratives est d'environ 8 semaines. Le titulaire tiendra compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

1.4.4 Contrôle des accès

Tous les personnels devront être munis d'un laissez-passer remis par le maître d'œuvre durant la période de préparation (cf. article 8.1.1. ci-dessous), comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel seront opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire et son personnel ne seront admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titre d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services de sécurité auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1.4.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente sa carte d'identité professionnelle sécurisée avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

1.4.6 Transmission des documents marqués « diffusion restreinte »

Au cours de l'exécution du marché, les documents marqués « diffusion restreinte » sont transmis selon les modalités suivantes :

1^{ère} étape : le titulaire remplit, signe et envoie au chargé d'affaire l'engagement de non divulgation des informations et supports "Diffusion Restreinte" dont le modèle est disponible sur demande.

2^{ème} étape : le chargé d'affaire réceptionne l'engagement de non divulgation des informations et supports "Diffusion Restreinte" et transmet au titulaire les documents « diffusion restreinte » :

- Soit par une remise en main propre
- Soit par courrier, en recommandé avec accusé de réception : la transmission s'effectue sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention diffusion restreinte et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission
- Soit par moyen électronique : les informations doivent être chiffrées à l'aide d'un dispositif ayant fait l'objet d'une qualification au niveau standard, d'une caution de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ou d'une évaluation par le centre technique SSI du ministère des armées.

1.5 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le BMO de Rennes qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la mission visa des études d'exécution, la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre, représenté par le chef du BMO cité ci-dessus, a délégation pour signer les ordres de service.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG travaux, les ordres de services sont signés du maître d'œuvre ou du représentant du maître d'ouvrage.

Les ordres de service sont adressés en deux exemplaires au titulaire ; celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

1.6 Contrôle technique (CT)

Sans objet

1.7 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Sans objet

1.8 Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

La mission SPS est assurée par :

SOCOTEC CONSTRUCTION SAS

Immeuble Mirabeau - 5 place des Frères Montgolfier, Guyancourt, CS 20732

78182 Saint Quentin en Yvelines

L'opération est une opération de catégorie 2 au sens du code du travail.

1.9 Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet

1.10 Condition particulière d'exécution

1.10.1 Clause sociale : Dispositif du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché. Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires

blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. A la fin du stage, le titulaire peut néanmoins proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

1.10.1.1 Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique. Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion.

1.10.1.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ; - leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité). Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Cependant, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant, voire lui attribuer des aides aux transports.

1.10.1.3 Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale.

A ce titre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel. Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :

- dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
- lors de la signature d'une convention de stage ;
 - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire

1.10.1.4 Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

Les contacts d'un interlocuteur privilégié sont communiqués à la notification du marché. En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage. Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

1.10.2 Clauses environnementales

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

L'article 4.1 du CCTP ST9 (Peinture, tenture, revêtement de sols, plancher technique) impose le recours à des peintures éco labellisées EU écolabel ou équivalent.

1.10.3 Certificats d'économie d'énergie

Sans objet

1.11 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au Représentant du maître d'ouvrage doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- lettre de notification, acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant

- le programme ou calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux, établi avant notification auquel se substituera éventuellement un unique calendrier d'exécution détaillé notifié par ordre de service et mise à jour, le cas échéant, en cours de chantier
- présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- état des prix forfaitaires
- les actes spéciaux de sous-traitance
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui comprend les dispositions générales, les dispositions particulières à chaque sections techniques ainsi que les plans
 - o Le CCTP est assorti des pièces suivantes, jointes à l'offre du titulaire :
 - tableau de renseignements concernant les matériaux utilisés
 - mémoire technique, excepté le devis détaillé

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Les conditions générales de vente, éventuellement annexées à l'offre ou au devis du Titulaire, sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2 :

- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié.

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX

3.1 Modalités de règlement

3.1.1 Etablissement des états d'acompte

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Conformément à l'article 12.1.1 du CCAG/travaux, l'entrepreneur remet, avant la fin de chaque mois, au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/travaux, la notification de l'état d'acompte mensuel par ordre de service par le maître d'œuvre au titulaire doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG/travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le Représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG/travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG/travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées dans les articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles et au projet de décompte (articles R2192-17).

3.1.2 Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre permettant de donner une date certaine dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de certaines pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG/travaux, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 55 du CCAG/travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé dans un délai de 45 jours.

3.1.3 Transmission dématérialisée du projet de décompte

Le titulaire adresse ses projets de décompte de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



<https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

Le projet de décompte précise :

- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ)
- l'**identifiant de l'émetteur** (SIRET fournisseur)
- l'**identifiant du SID Nord-Ouest** **SIRET 13000190200068**
- le **code du Service Exécutant (code SE) suivant** : **D10711K035**
- le **code service de la structure** : D10711K035_ 03: CAC RNS2

3.1.4 Décompte général – solde

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG/travaux, le Représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG/travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Si le Représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG/travaux, le titulaire notifie au Représentant du maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG/travaux ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG/travaux pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de 10 jours à compter de la réception de ces documents, le Représentant du maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG/travaux.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 12.4.4 du CCAG/travaux, si, dans un délai de 10 jours, le Représentant du maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, cela vaut rejet du décompte et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

En application de l'article 12.4.5 du CCAG/travaux, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG/travaux.

3.1.5 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG/travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

3.2 Variations de prix

3.2.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

3.2.2 Mois d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est fixée selon les modalités de l'article 9.4.4 du CCAG travaux. Ce mois est appelé « mois zéro ».

3.2.3 Choix des index de référence

Les index de référence (I), choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, sont :

Section technique	Objet de la section technique	Index	Intitulé de l'index
DG	Dispositions générales	BT01	Tous corps d'état
ST01	Etudes de synthèse	BT01	Tous corps d'état
ST02	Travaux préparatoires	BT01	Tous corps d'état
ST03	Gros œuvre, VRD	BT06	Ossature, ouvrages en béton armé
ST04	Plâtrerie	BT08	Plâtre et préfabriqués

ST05	Menuiserie, serrurerie	BT18a	Menuiserie intérieure en bois
ST06	Plafonds suspendus	BT08	Plâtre et préfabriqués
ST07	CVC, plomberie	BT41	Ventilation et conditionnement d'air
ST08	Electricité BT	BT47	Electricité
ST09	Peinture, tenture, revêtements de sol, plancher technique	BT46	Peinture, tenture, revêtements muraux
ST10	Nettoyage de chantier	BT01	Tous corps d'état
ST11	Contrôles et essais	BT01	Tous corps d'état

Les index sont publiés sur le site <http://www.insee.fr/>

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/travaux, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

La formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités d'attente de reprise des travaux dues suite à ajournement des travaux, dans l'hypothèse où ces dernières sont fixées contractuellement.

3.2.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I de la section technique concernée respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution.
- le mois n étant :
 - pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des travaux
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des travaux ou de la tranche concernée.

4. AVANCE

Une avance est versée au titulaire dans les conditions de l'article R2191-3 et R2191-13 du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux et conformément à l'option A de l'article 10.1 du CCAG travaux

5. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet

6. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

6.1 Délai (s) d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG/travaux, le délai global d'exécution de chaque tranche du marché est fixé à :

- 11 mois pour la tranche ferme
- 8 mois pour la tranche optionnelle.

Ce délai court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer.

Pour l'application de l'article 50.2.1 du CCAG/travaux, cet ordre de service devra être notifié dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché pour la tranche ferme et de la décision d'affermissement pour la tranche optionnelle, sous peine d'être considéré comme tardif.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/travaux, le marché prévoit une période de préparation pour chaque tranche **non comprise** dans le délai d'exécution :

Tranche	Durée de la période de préparation
Tranche ferme	4 mois
Tranche optionnelle	2 mois

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi pendant la période de préparation du chantier et deviendra contractuel. Il est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier détaillé distingue, le cas échéant, les différents ouvrages. Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire est approuvé par le maître de l'ouvrage.

Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel joint en annexe du CCTP.

A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel restera contractuel.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'œuvre, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG/travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

6.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du Représentant du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 19 jours pour la totalité du marché.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Au-delà du nombre de jours fixé ci-dessus, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	Pointe 20m/s	1 pointe
Pluie	30 mm/jour	3 jours consécutifs
Température	+ 32°C ou - 5° C	3 jours consécutifs
Neige	5 cm	3 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre Départemental Météo France de Rennes – Saint Jacques de la Lande

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous 1 mois sous peine de forclusion.

6.3 Pénalités

6.3.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 et 19.2.4, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire ne peut être automatiquement exonéré de pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées n'est pas plafonné.

6.3.1.1 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.1 du CCAG/travaux sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette pénalité est fixé à 1/3000^{ème} du montant hors taxe de la tranche considérée par jour calendaire de retard.

6.3.1.2 Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion

Sans objet

6.3.1.3 Pénalités relatives à l'exécution de la clause environnementale

Sans objet.

6.3.1.4 Retard dans la remise des projets de décompte

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- pour les décomptes mensuels : 100 €
- pour le décompte final : 100 €.

6.3.1.5 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution

6.3.1.5.1 Avant exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité fixée à 100 € par jour calendaire de retard s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique. Elle démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

6.3.1.5.2 Pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité fixée à 100 € par jour calendaire de retard s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique. Elle démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.

6.3.1.5.3 Après l'exécution des travaux

L'ensemble des documents prévus à l'article 40 du CCAG travaux sera remis au plus tard le jour des opérations préalables à la réception. En cas de retard, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard sera appliquée tant que l'intégralité de ces documents ne sera pas remise.

En cas de retard dans la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés, une retenue provisoire de 10 000 € sera appliquée tant que le DOE ne sera pas remis.

6.3.1.6 Réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier (à partir de 15 mn de retard) le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 200 €.

6.3.1.7 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG/travaux seront mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1000 € par jour calendaire de retard.

6.3.1.8 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Une pénalité de 400 € par jour calendaire de retard sera appliquée en cas d'absence de balisage ou de non-respect de la sécurité. Le cas échéant, en cas de non-respect d'une consigne du titulaire du marché SPS, les pénalités sont appliquées comme suit :

- 400 € au 1^{er} avertissement
- 600 € au 2^{ème} et suivants avertissements.

6.3.1.9 Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le Titulaire encourt une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du Représentant du maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du Représentant du maître d'ouvrage notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

6.3.2 Primes d'avance

Aucune prime d'avance n'est prévue au titre du présent marché.

6.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 1^{er} alinéa du CCAG/travaux, lorsque le Représentant du maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

6.5 Ajournement de travaux – Interruption de travaux

Le régime juridique de l'ajournement des travaux dans le cadre du présent marché est prévu par l'article 53.1 du CCAG travaux.

Il n'y a ajournement, au sens de l'article précité, que si le maître d'ouvrage décide formellement de différer le début des travaux ou d'en suspendre l'exécution. Ces stipulations ne trouvent donc pas à s'appliquer en cas de simple décision de prolongation du délai d'exécution des travaux tirant les conséquences d'un retard.

Une formalité essentielle doit être accomplie une fois l'ajournement prononcé : il s'agit du constat contradictoire des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des matériels présents sur le chantier conformément à l'article 11 du CCAG/travaux.

Il appartient au titulaire d'en établir la réalité et le quantum, ainsi que le lien de causalité avec l'ajournement pour être indemnisé des frais qui lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG-travaux, aucune indemnité d'attente de reprise des travaux ne sera versée au titulaire.

6.6 Dispositif de vigilance avec Aprovall 360

6.6.1 Présentation du dispositif Aprovall 360

Le pouvoir adjudicateur s'est doté de la plateforme sécurisée Aprovall 360 qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

Aprovall 360 agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFiP,...

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/>

6.6.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;

- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle ;
- le cas échéant, l'attestation d'assurance de responsabilité décennale.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG/travaux.

7. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

7.1 Implantation des ouvrages

7.1.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître de l'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le Guichet unique (INERIS) dans un délai de 10 jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de 9 jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de 3 mois s'écoulerait entre la dernière consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de 3 mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier le registre de chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7.1.2 Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

7.1.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

L'opération ne comprend pas de piquetage spécial.

7.1.4 Ouvrage non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le

concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux.

7.2 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Sans objet

8. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

8.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

- délivrance des autorisations d'accès au site
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux
- moyens et installations mis à disposition
- approbation du calendrier détaillé d'exécution

8.1.2 Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

Remise au maître d'ouvrage du schéma d'organisation et de gestion des déchets.

8.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.4 du présent CCAP,
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/travaux.

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,

- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels,

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéas du CCAG/travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

8.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN
75015 PARIS - cedex

8.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par les articles L4532-9 et R4532-56 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur cité au 1.8 du présent CCAP.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

8.2 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier

Sans objet

8.3 Mesures de sécurité contre l'incendie

8.3.1 Travaux par points chauds - permis de feu

En ce qui concerne les travaux par points chauds (opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de meulage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc.), le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu (demande à effectuer au minimum 48h avant intervention de l'entreprise). Ce dernier sera inséré dans le registre de prévention du chantier.

8.3.2 Protection contre l'incendie

Le titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant:

- la présence obligatoire, sur le chantier et dans les véhicules, d'extincteurs en état de fonctionnement;
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, le contrôle des mesures de sécurité.

8.4 Mesures à prendre pour les travaux d'électricité

Les personnels ayant en charge des travaux d'électricité devront :

- détenir le recueil UTE C 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsable de consignation de travaux ou d'intervention;
- être en possession des habilitations requises délivrées en fonction de leur qualification.

8.5 Engins explosifs de guerre

Il a été procédé à un examen de la situation du site au regard du risque de pollution pyrotechnique et il n'a pas été jugé nécessaire de procéder à une opération préalable de dépollution.

Toutefois, par dérogation à l'article 32 du CCAG/travaux, si un engin de guerre est fortuitement découvert ou repéré, le titulaire doit :

- a) Suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisations, balises, etc. ;
- b) Informer immédiatement le responsable de site, le maître d'œuvre et le Représentant du maître d'ouvrage;
- c) Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par ordre de service.

En cas d'explosion, après avoir pris les mesures immédiates propres à tout accident de chantier, le titulaire respectera, dans l'ordre, les mesures préconisées au b), a), c) ci-dessus.

Les dépenses justifiées entraînées par les stipulations du présent article ne sont pas à la charge du titulaire.

8.6 Travaux non prévus : Augmentation du montant des travaux

Par dérogation aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/travaux, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le Représentant du maître d'ouvrage et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

8.7 Travaux modificatifs

En cas de travaux modificatifs demandés par le maître d'ouvrage, le titulaire devra faire parvenir au Moe dans un délai de deux semaines à compter de la demande :

- Une fiche justificative technique du TM précisant les incidences ;
- Le devis détaillé correspondant.

En cas de non-respect du délai il sera fait application de la pénalité prévue à l'article « 6.3.1.5.2 - Pendant l'exécution des travaux »

8.8 Documents fournis après exécution des travaux.

Les documents visés à l'article 40 du CCAG/travaux seront fournis, en trois exemplaires papier et un exemplaire informatique sur le support CD.ROM, les documents papiers, validés seront scannés sous format .pdf, les plans sous format .pdf et .dwg microstation.

9. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9.1 Essais pour la vérification des résultats

Les résultats des essais définis au CCTP seront transmis par le titulaire à la maîtrise d'œuvre au plus tard dans les délais fixés par le CCTP.

Dans le cas où les essais ne se seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais de l'entrepreneur.

Dans le cas où les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur, conformément aux articles 41.4 et 41.6 du CCAG/travaux, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

9.2 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage (réception partielle)

Les prestations de chaque tranche feront l'objet d'une réception partielle suivant les dispositions de l'article 42 du CCAG/travaux.

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 Garanties particulières

Sans objet

10. ASSURANCES

10.1 Assurances souscrites par le titulaire

10.1.1 Assurance de responsabilité décennale et des risques annexes

10.1.1.1 Obligation d'assurance

Le titulaire ainsi que les cotraitants s'il s'agit d'un groupement devront justifier de la souscription, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, d'une police de responsabilité décennale garantissant :

- leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil conformément à l'article L. 241-1 du code des assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances,
- la garantie de bon fonctionnement de deux ans des éléments d'équipements au sens de l'article 1792-3 du code civil,
- les dommages aux mobiliers consécutifs,
- les dommages causés aux existants par les travaux neufs non totalement incorporés à l'ouvrage neuf : La garantie devra impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par l'article L. 243-1-1 du code des assurances et par l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction, qui sont non totalement incorporées dans l'ouvrage neuf et techniquement divisibles.

Il devra également être précisé que les dommages aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier totalement incorporés dans l'ouvrage neuf qui en deviennent techniquement indivisibles sont également garantis.

Il devra également être précisé que les ouvrages neufs totalement incorporés et techniquement indivisibles de ces existants sont garantis au titre de la garantie légale.

La police s'appliquera sans restriction, ni limites, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance et des caractéristiques techniques de la mission confiée.

La garantie doit être acquise du fait des missions données en sous-traitance. L'ensemble des activités, y compris celles données en sous-traitance doivent être couvertes par la police souscrite.

En cas de travaux dits de techniques non courantes (techniques nouvelles ou non normalisées et/ou travaux de spécialités ou de caractère exceptionnel), chaque titulaire devra obtenir pour lui-même et ses sous-traitants l'avenant à la police nécessaire pour couvrir ces travaux ou procédés de technique non courante, chaque fois que les travaux de son lot sont concernés.

10.1.2 Polices responsabilité civile

10.1.2.1 Généralités

Conformément à l'article 9 du CCAG/Travaux, le titulaire (les cotraitants en cas de groupement) doit justifier de la souscription, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, d'une police de responsabilité civile en vigueur pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la dernière réception du dernier lot, couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux, quel qu'en soit le fondement juridique, délictuel, quasi délictuel ou contractuel.

En complément au CCAG, il est entendu que seront notamment considérés comme tiers le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, leurs représentants, les éventuelles autres entreprises intervenant dans le cadre de l'opération, les consultants, les vendeurs et les visiteurs, plus généralement les utilisateurs d'ouvrage.

10.2 Attestations

Conformément à l'article 8.1.3 du CCAG/Travaux, le titulaire (mandataire et cotraitants en cas de groupement) doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie (hors décennale). A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

- **Attestation d'assurance « responsabilité décennale » telle que définie ci-avant**

L'attestation doit répondre aux exigences des articles A. 243-2 et -3 du code des assurances et comporter notamment les informations suivantes :

- Mentions suivantes en position centrale « Attestation d'assurance » « Assurance de responsabilité décennale obligatoire » ;
- Dénomination et adresse sociale de l'assuré ;
- Numéro d'identification de l'assuré ;
- Nom, adresse du siège social et coordonnées complètes de l'assureur et le cas échéant de la succursale qui accorde la garantie ;
- Numéro de la police d'assurance ;
- Période de validité ;
- Date d'établissement de l'attestation ;
- La ou les activités ou missions exercées par l'assuré ;
- La date d'ouverture du ou des chantiers ;
- L'étendue géographique des opérations de construction couvertes ;
- Le coût des opérations de construction ;
- La nature des techniques utilisées.

• **Attestation d'assurance « responsabilité civile » telle que définie ci-avant**

L'attestation doit comporter les mentions suivantes :

- Le cachet de l'assureur ;
- Le numéro de police ;
- La période de garantie ;
- Les missions et activités couvertes ;
- Le montant des capitaux assurés ;
- La mention précisant que l'assuré est à jour du paiement des primes.

En matière de responsabilité civile, si la fin de la période de garantie est antérieure au jour de la réception, le titulaire devra fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurance de telle sorte que les périodes successives recouvrent la totalité de la durée du projet sans interruption de garantie, y compris pour la période de garantie de parfait achèvement.

Chaque attestation successive devra être fournie au maître d'ouvrage dans les dix (10) jours qui précèdent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente. En cas de prolongation du marché, le Titulaire et les cotraitants s'il s'agit d'un groupement s'engagent à demander une prolongation des garanties par voie d'avenant aux polices d'assurances devant être souscrites au titre du présent marché.

A défaut de production de ces attestations dans les conditions ci-avant mentionnées, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché pour faute du titulaire conformément aux stipulations de l'article 50.3 f) du CCAG/Travaux.

10.2.1.1 Assurance des sous-traitants

Le Titulaire (et chaque cotraitant s'il s'agit d'un groupement) fera son affaire des assurances couvrant les responsabilités de ses sous-traitants ou prestataires, sachant que le titulaire est pleinement responsable des dommages causés au tiers et/ou au maître d'ouvrage pendant la durée de ses travaux et après la réception de ces travaux.

11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 1.3 du présent CCAP déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG/travaux
- L'article 1.5 du présent CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG/ travaux
- L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 12.1.1 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 12.2.2 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 12.2.1 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 12.5.1 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 12.1.8 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 12.3.2 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 55 du CCAG/travaux

- L'article 3.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 12.4.2 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG/travaux
- L'article 3.1.5 du présent CCAP déroge à l'article 10.4 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG/travaux
- L'article 6.1 du présent CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG/travaux
- L'article 6.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG/travaux
- L'article 6.2 du présent CCAP déroge à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux
- L'article 6.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG/travaux
- L'article 6.3.1 du présent CCAP déroge aux articles 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG/travaux
- L'article 6.4 du présent CCAP déroge à l'article 50.4 1^{er} alinéa du CCAG/travaux
- L'article 6.5 du présent CCAP déroge à l'article 53.1.1 dernier alinéa du CCAG/travaux
- L'article 8.1.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG/travaux
- L'article 8.2 du présent CCAP déroge à l'article 31.12 du CCAG/travaux
- L'article 8.5 du présent CCAP déroge à l'article 32 du CCAG/travaux
- L'article 8.6 du présent CCAP déroge aux articles 14.4.1 à 14.4.4 du CCAG/travaux